

Aux politiciennes et politiciens fédéraux de tous les partis

Chères et chers membres du Conseil des États, chères et chers membres du Conseil national,

Après des décennies de paix, la Suisse se voit aujourd'hui à nouveau menacée par des ennemis : des drones non-identifiés survolent l'aéroport de Munich, des voies ferrées sont détruites à l'explosif en Pologne, tandis que Vladimir Poutine menace d'étendre sa guerre à d'autres pays européens. **Tout le monde le sait : la Suisse doit investir dans sa sécurité – cela représente des milliards de francs supplémentaires.**

Les avis divergent quant au financement de ces milliards. Par réflexe, de nombreux politiciens réclament de nouvelles taxes. **Ce sont donc les citoyennes et citoyens qui devront payer.** Pourtant, l'État disposerait de suffisamment d'argent – il lui suffirait de fixer les bonnes priorités.

Lors de la prochaine session, vous débattrez à nouveau du « **programme d'allègement budgétaire 2027** ». Ce projet visionnaire de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter permettrait à la Confédération d'économiser deux à trois milliards de francs par an, des moyens financiers dont nous aurions urgemment besoin pour moderniser l'armée.

Malheureusement, le paquet a déjà dû faire des concessions importantes dès le premier tour des discussions. Ici, une dépense fédérale a été protégée, là, une subvention a été défendue. **Le programme d'allègement budgétaire a déjà perdu plus d'un tiers de sa valeur.**

Nous, signataires de cette lettre, protestons contre ce refus de faire des économies.

1. Nous sommes convaincus que la Suisse **doit investir de toute urgence dans sa sécurité** et retrouver sa capacité de défense.
2. Nous vous demandons de refuser toute nouvelle taxe et de **maintenir la pression afin de mettre en œuvre des mesures d'efficience**. Dans le programme d'allègement budgétaire 2027 et dans un deuxième paquet à venir. Il faut également y examiner le poste de dépenses le plus important : **la hausse rapide des dépenses sociales**.
3. Dans un premier temps, nous exigeons que la **part fédérale de l'AVS** n'augmente pas plus que le renchérissement.
4. Nous attendons de vous – politiciennes et politiciens tous partis confondus – que vous vous libériez de l'emprise **des associations** auxquelles vous êtes liés et que vous pensiez à l'intérêt général de la population.
5. Nous demandons un **gel des effectifs** au niveau fédéral, à l'instar de l'initiative pour un frein à l'administration excessive des Jeunes Libéraux-Radicaux.

Pendant trois décennies de paix, vous (ou beaucoup d'entre vous) avez exigé dans vos discours dominicaux que notre État **reste capable d'agir** afin de pouvoir réagir aux crises.

En 2026, les choses deviennent sérieuses. Chaque politicienne, chaque politicien est aujourd'hui confronté à un choix difficile : **soit il protège des intérêts particuliers, soit il protège la Suisse.**

Quel choix ferez-vous ? Nous comptons sur vous.

Cordialement,

Les déléguées et délégués du PLR. Les Libéraux-Radicaux